

DES REDRESSEURS DU RND, AU SOIR :

n'existe plus»

Mais face à votre mouvement, M. Ouyahia peut se prévaloir de la confiance des instances du parti, à l'instar du conseil national du RND qu'il réunira en janvier prochain. Où situez-vous, donc, votre combat ? A l'intérieur de ses instances ou en marge ?

Notre combat est mené sur deux volets en apparence distincts mais qui, en fait, constituent un tout. Il y a d'abord notre travail en direction de nos compagnons qui ont été abusés par le SG au niveau du conseil national. A ce niveau, je dirais que beaucoup ont réagi positivement à notre démarche et ont signé le document exigeant la destitution d'Ouyahia et je tiens à exprimer mon admiration vis-à-vis de leur courage. Que quelqu'un qui doit son statut, au sein de cette instance, à Ouyahia et qui fasse son mea-culpa et revienne dans le droit chemin et signe pour la destitution, je trouve cela très beau. Ne serait-ce que le fait que nous ayons recueilli, jusque-là (l'entretien a été réalisé le mardi 18 décembre, ndr) près de 120 signatures de membres du conseil national, sélectionnés, nommés et entretenus par lui, devrait lui ouvrir les yeux. S'il était vraiment le fils du peuple et le patriote pour lequel il veut se faire passer – ce qui s'est avéré être une immense tromperie – pourquoi ne s'en irait-il pas dans la dignité ? Celle des vrais Algériens, des vrais enfants du peuple. Et nous l'invitons donc à se retirer dans la dignité et l'honorabilité. Dans le cas contraire, ira-t-il jusqu'à prendre la lourde responsabilité de compromettre gravement l'unité du parti ?

Que se passera-t-il concrètement en cas de refus de sa part ? Comptez-vous boycotter ce conseil national ? Imposerez-vous l'adoption d'une motion de défiance ?

Laissez-moi vous dire d'abord que ce conseil national est illégitime. Est-ce que vous comprenez, vous, qu'un secrétaire général de parti, pour les besoins de la cause, rapatrie des membres du conseil national qui l'ont déserté et qui ont concouru lors des élections dans d'autres formations politiques ? Cela ne s'est jamais vu nulle part, et Ouyahia l'a fait !

Secundo, nous l'avertissons solennellement : le conseil national ne se tiendra pas. Nous sommes décidés à le différer, à notre convenance, par tous les moyens. Dans ce cadre, et vis-à-vis de la paix civile, vis-à-vis d'un chahut dont le pays n'a pas besoin, nous lui faisons porter l'entière responsabilité dans le cas où il persisterait à le tenir. Il doit s'attendre à assumer toutes ses responsabilités s'il essaye de jouer les fortes têtes !

Vous venez d'avancer le chiffre de 120 membres du conseil national ayant, d'ores et déjà, signé cette motion de

défiance. Quand pourra-t-on en connaître la liste ?

Ce sera rendu public. Il y a d'actuels ministres, des sénateurs, d'anciens et d'actuels hauts responsables. La composante qui le refuse n'est pas du «tout-venant», bien au contraire, il s'agit là d'une majorité «qualifiée». C'est pour cela que j'en appelle au sens de l'honneur et du panache dont l'Algérien est connu. Si ses anciens compagnons le refusent, pourquoi ne se retire-t-il pas de la scène ? A-t-il des intérêts occultes à défendre ?

Nous n'avons pas d'autres choix, d'autres richesses, ni d'autres intérêts que notre parti. Un parti qui a ses martyrs, comme Abdelhak Benhamouda, un parti qui a versé son obole.

Je pense notamment à feu Boutouiga qui a eu à souffrir du sourire narquois du secrétaire général. Un sourire narquois que les Algériens exècrent. Ce sourire qui hante la mémoire de ceux auxquels il a dénié le droit de manger du yaourt ou d'offrir une pomme à leurs enfants. Ce sourire narquois, il le payera.

Les noms de plusieurs ministres et hauts responsables ayant signé ce document circulent dans les milieux poli-

tiques. Vous refusez pourtant de les dévoiler. Pourquoi une telle discrétion s'agissant d'une position politique ? Ne s'agit-il pas de peur d'une capacité de nuisance d'Ahmed Ouyahia ?

Je peux vous affirmer sur mon honneur et celui de mes compagnons qu'aucun des responsables qui ont signé n'a jamais émis le vœu de ne pas voir son nom dévoilé, et aucun n'a exigé la discrétion comme préalable à son engagement. D'ailleurs, je tiens à rendre hommage à des ministres qui sont venus signer cette motion et qui n'ont, à aucun moment, demandé que leur signature soit gardée confidentielle.

Mais quand l'opinion publique les connaîtra ?

L'opinion publique aura la latitude de connaître la liste des signataires au moment voulu.

Beaucoup d'analystes n'hésitent pas, à l'instar de ce qui se passe au FLN, à établir un lien entre le timing de votre mouvement et l'échéance de la présidentielle de 2014 pour laquelle on prête à Ahmed Ouyahia l'ambition de postuler.

Ouyahia est un citoyen algérien. A ce titre, il a toute la latitude de concourir aux joutes électorales qu'il aura choisies. Nous ne sommes pas contre sa candidature éventuelle à la présidentielle, mais qu'il le fasse ailleurs qu'au RND. Si, dans sa stratégie, il compte utiliser ce tremplin, alors il se trompe lourdement. Nous, nous le récusons et nous ne le laisserons pas faire. B. M.

FLN : LES CONTESTATAIRES REVIENNENT À LA CHARGE

«Le maintien de Belkhadem est une menace pour le pays»

Les membres contestataires du comité central du Front de libération nationale ne lâchent pas prise. Hier encore, ils s'en sont violemment pris à Abdelaziz Belkhadem, à travers un communiqué incisif signé par le coordinateur du mouvement de dissidence, Ahmed Boumechdi.

Kamel Amarni - Alger

(Le Soir) - Les contestataires y réaffirment leur «détermination à poursuivre notre entreprise de sauvetage du parti, de redresser sa trajectoire et de le restituer à sa vocation originelle qui est celle d'être au service de la nation et du citoyen, et ce, en utilisant tous les moyens légaux». Intervenant après la tenue des élections locales, avec les résultats que l'on sait, mais, surtout la grosse polémique née, depuis, entre Belkhadem et le ministre de l'Intérieur, Daho Ould Kablia, les contestataires y trouvent prétexte pour redoubler de férocité.

«Nous en appelons à l'ensemble des militants pour faire face au comportement destructeur de Belkhadem, à ses men songes, lui qui privilégie ses intérêts personnels.» A tel point, poursuivent les contestataires, que son maintien à la tête du FLN «n'est pas seulement un danger pour le parti, mais

ses dérivés ont désormais un impact sur la vie politique en Algérie et menacent même la stabilité sociale du pays». Enumérant une série de «manquements et de violations des textes et règlements du parti» dont ils accusent le secrétaire général, les contestataires ne manquent pas, par ailleurs, d'accabler Belkhadem, lui imputant l'entière responsabilité dans ce qu'ils appellent « la grande régression enregistrée par le parti lors des dernières élections locales».

Ils dénoncent, dans la foulée, «l'état d'hystérie, la panique qui s'est emparée de Belkhadem comme jamais aucun autre secrétaire général dans l'histoire du FLN, au point de s'en prendre au dispositif juridique régissant l'opération électorale, aux représentants officiels de l'Etat, entre autres le ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales». Cela, expliquent encore les contestataires, dans le but

évident «de semer le doute chez les électeurs et les citoyens en vue de provoquer l'instabilité des assemblées locales à la veille du plus grand scrutin qui scellera le parachèvement du processus d'édification de l'Algérie des réformes, à savoir la révision constitutionnelle».

Enfonçant davantage le clou, le communiqué des contestataires accuse encore Belkhadem d'avoir opéré un «véritable putsch sur le discours et l'identité du parti en entreprenant de changer sa composante humaine avec l'élimination de tous ceux qui ont comme référent, le message du 1<sup>er</sup> Novembre auxquels ils substituent des intrus, issus de familles au passé historique douteux (...)».

Les contestataires, qui n'ont sans doute pas encore oublié le sauvetage in extremis de Belkhadem lors de la très mouvementée session du comité central de juin dernier, s'adressent certainement, à travers ce communiqué, aux cercles du pouvoir qui ont toujours fait et défait les directions du FLN. Pour preuve, aucune échéance n'a été fixée pour une future action sur le terrain. K. A.

SELON LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE

L'adhésion à l'OMC n'est pas contraignante

L'adhésion de l'Algérie à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) n'est pas contraignante, selon le ministre de l'Agriculture et du Développement rural.

Invité hier d'une émission de la Chaîne I de la Radio nationale, Rachid Benaïssa observe qu' «aujourd'hui, si l'on adhère à l'OMC, cela ne constituera aucune gêne».

Certes, il estime que des «correctifs» doivent être apportés en matière d'accompagnement, d'organisation des filières et du développement de l'industrie agroalimentaire ainsi que les mécanismes de protection de la production nationale.

Néanmoins, l'adhésion à l'OMC ne semble pas contraignante, laisse-t-il entendre, dans la mesure où cette organisation multilatérale permet justement, le recours à de tels mécanismes qui existent déjà et qui sont mieux maîtrisés.

Cela dans le contexte où le programme national de renouveau agricole et rural commence à porter ses fruits, à la satisfaction de Rachid Benaïssa. Pour 2012, le ministre évoque une croissance de l'ordre de 13,7% de la production agricole dont 18% ont été générés par l'agriculture saharienne, ainsi que des résultats encourageants dans plusieurs filières, avec une bonne marge de progression et le renforcement de la mécanisation.

En ce sens, le ministre de l'Agriculture note que des investissements dans le domaine de la fabrication de poudre de lait sont possibles à court terme, outre la possibilité de mobiliser une surface irriguée de

200 000 hectares pour la fabrication d'aliments de bétail. Et cela même si cette dynamique est quelque peu entravée par le déficit de main-d'œuvre qualifiée, notamment en période de récolte dans plusieurs régions du pays.

Un déficit avéré durant les dernières années comme le reconnaît l'invité radio-phonique qui observe que l'amélioration du contexte socioéconomique global semble impacter négativement sur l'attractivité de l'activité agricole.

L'occasion pour le ministre de mettre l'accent sur la nécessité de développer davantage la culture de l'entrepreneuriat, l'esprit «pionnier», au regard de la démarche d'accompagnement et de soutien développée par les pouvoirs publics et de l'obligation de résultats concrets et d'une démarche proactive des divers intervenants. Comme Rachid Benaïssa prône la nécessité de booster l'utilisation des intrants, des technologies et des techniques à même de stimuler l'amélioration des rendements agricoles et d'améliorer la qualité des produits et services.

Par ailleurs, le ministre de l'Agriculture a indiqué que le Comité interprofessionnel de la viande blanche se réunira dans les prochaines semaines pour évaluer la mise en œuvre depuis octobre dernier, du dispositif de soutien financier accordé aux producteurs et éleveurs.

A ce propos, Rachid Benaïssa qui élude la problématique de la hausse continue des prix du poulet relève, ce faisant, que la filière n'a pas périçité et que ce dispositif est déjà effectif sur le terrain.

Chérif Bennaceur